

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 14/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSI

570 rue Peyrehitte
B.P. n 9
65300 Lannemezan

Références : 2024-0469-dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel annuel de contrôle (visite PPC) des installations classées, des suites de la visite d'inspection du 20 décembre 2023 et de l'action NATECH, liée au principalement au risque incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI

- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite sur son site « Enviropôle » à Lannemezan, des activités de transit, de traitement et de stockage de déchets dangereux et non dangereux.

Les installations sont régies par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2016-09-05-003 du 05 septembre 2016 complété par plusieurs arrêtés préfectoraux.

L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles du secteur des activités de traitement des déchets (rubrique 3510 et 3550).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux_ Procédure acceptation	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
2	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	12 mois
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 04/04/2022, article R.541-43	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/09/2005, article 7.2.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection constate que les moyens de défense incendie sont conformes en nature et en nombre avec les dispositions réglementaires. Des exercices d'intervention sont réalisés régulièrement avec les services de secours. Le dernier exercice s'est clôturé par des recommandations écrites du SDIS. Celles-ci ont été mises en œuvre dans leur grande majorité par l'exploitant. Un plan des zones à risques est présent sur le site. L'exploitant dispose également d'un Plan Opérationnel d'Intervention, qui nécessite d'être mis à jour. Au regard des évolutions en cours des activités du site (bâtiment de stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques contenant des piles au lithium, délocalisation du stockage de bois, arrêt de l'unité de neutralisation...), l'Inspection accorde un délai supplémentaire pour que la révision complète du document soit effectuée lors du dossier de demande d'autorisation environnementale, soit courant de l'année 2025.

Par ailleurs, l'exploitant doit apporter des actions correctives sur les documents de traçabilité des déchets (RNDTS, procédures d'acceptation des déchets entrants et fiche d'information préalable).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux_ Procédure acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fiche d'information préalable (FIP)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016 :</u> Préalablement avant tout envoi de déchet sur centre le transit, une fiche d'identification du déchet est transmise par l'expéditeur à l'exploitant. Cette fiche d'identification comprend à minima les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le type d'activité du producteur et de l'atelier dont est issu le déchet, • le processus d'obtention du déchet, • une fiche signalétique de sécurité, comprenant sa composition, les risques présentés, et son code réglementaire • le conditionnement du déchet • les quantités prévisionnelles annuelles et les fréquences d'enlèvement. <p>Cette fiche d'identification est accompagnée d'un échantillon représentatif afin de déterminer la filière de traitement la plus adaptée techniquement et économiquement. L'échantillon est analysé soit par laboratoire du site, soit directement par le centre éliminateur en fonction de la nature du déchet.</p>

Point de constat n°13 de la visite d'inspection du 20/12/2023 :

La gestion des FID et des CAP doit faire l'objet d'un remplissage et d'un suivi plus rigoureux :

- les champs obligatoires (mentions de dangers, siccité, pH, DCO, quantités notamment) du modèle de FID doivent être systématiquement renseignés ou retournés à l'expéditeur ;
- les signatures doivent correspondre aux engagements associés (producteurs et détenteurs tels que les "regroupeurs") ;
- les numéros d'affaires doivent être systématiquement affectés au FID et reliés au CAP ainsi qu'au registre des déchets entrants.

Constats :

Une fiche d'information préalable (FIP) est rédigée chaque année pour l'ensemble des déchets entrants. Celle-ci est associée à des analyses systématiques sur les terres et les déchets dangereux (tests bandelettes effectués sur site et complétés par une analyse en laboratoire au besoin). A noter qu'aucune analyse n'est réalisée sur des déchets entrants dont la fiche de données de sécurité est livrée (produits chimiques périmés notamment).

L'Inspection a procédé à un contrôle aléatoire des FIP suivantes :

- FIP du SMECTOM du plateau de Lannemezan du 10/09/2024 pour des huiles de vidanges;
- FIP de la société NISTAL du 09/08/2024 pour des déchets inertes banals.

L'Inspection constate l'incomplétude des FIP pour les données qualitatives des déchets (mentions de dangers, siccité, pH, DCO et toutes les données signalées comme "obligatoires" dans le modèle FIP de l'exploitant (informations producteurs, sécurité et transport du déchet)).

L'exploitant déclare en séance que la vérification de la complétude des fiches est réalisée par le service commercial sans qu'une rigueur soit exigée sur ce point. Il précise également qu'il sera en mesure d'assurer un suivi plus satisfaisant dès l'installation d'un nouveau logiciel interne de pesée, qui permettra de bloquer informatiquement les FIP en cas de non-complétude de certains champs obligatoires. Ce logiciel devrait être fonctionnel d'ici la fin de l'année 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, s'assurer de la complétude des FIP au regard des dispositions réglementaires de l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016 et des informations obligatoires définies dans son document interne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :Article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016 :

L'arrivée des déchets sur l'installation est encadrée par une procédure de réception qui prévoit notamment, de manière systématique :

- un contrôle documentaire préalable à tout déchargement.
- un pesage du déchet
- un contrôle par détecteur mobile de radioactivité
- un contrôle visuel et olfactif
- un prélèvement de deux échantillons identiques représentatifs.

Un test de conformité est réalisé sur le premier échantillon.

Le second échantillon est conservé et archivé au minimum un mois.

Point de constat n°14 de la visite d'inspection du 20/12/2023 :

L'Inspection a contrôlé la procédure interne de gestion des déchets dangereux et assimilés. Le test d'inflammabilité ne figure pas sur le cahier d'analyses.

L'exploitant doit ajouter le test d'inflammabilité sur son cahier d'analyse et améliorer les conditions de stockage des échantillons conservés en n'associant pas par exemple les acides et les bases à la même rétention.

La procédure interne de gestion des déchets dangereux et assimilés pourrait être utilement mise à jour en faisant référence aux applications Trackdéchets, RNDTS et aux obligations réglementaires qui en découlent.

Constats :

L'exploitant a mis à jour sa procédure interne de réception des déchets entrants le 27 septembre 2024. Celle-ci a été présentée en séance.

L'Inspection constate néanmoins que le document n'intègre pas les éléments suivants:

- les informations relatives aux applications Trackdéchets et RNDTS;
- le test d'inflammabilité. L'Inspection relève néanmoins que celui-ci est renseigné systématiquement dans le cahier d'analyse pour chaque lot concerné.

L'exploitant précise qu'un recrutement va être dédié à la mise à jour de l'ensemble des procédures du site dont notamment celles liées à la réception des déchets entrants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, compléter sa procédure de réception des déchets au moyen des informations visées ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2005, article 7.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif incendie
Prescription contrôlée :
<p><u>Article 7.2.4.2 de l'arrêté Préfectoral du 05/09/2016:</u></p> <p>Les moyens de premiers secours sur la plate-forme sont assurés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des stocks de matériaux absorbants dans chaque bâtiment, • des masques de protection adaptés aux risques, • des extincteurs en nombre suffisant et de type adapté au risque. En particulier, l'exploitant dispose d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, et d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des stockages de liquides inflammables <p>Les moyens minimaux en eau doivent permettre d'assurer une défense incendie à 90 m³/h pendant 2 heures.</p> <p>Ces équipements sont facilement accessibles et sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>Un contrôle annuel sera réalisé par une société spécialisée. Les dates de ces vérifications périodiques du matériel sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose en outre d'une réserve minimale de 200 L d'émulseur de classe II. La date de péremption de cet émulseur est vérifiée annuellement, et le produit remplacé si besoin.</p> <p>L'exploitant dispose en permanence sur le site d'une réserve d'eau d'extension incendie d'un volume minimal de 450 m³. Cette réserve est équipée d'une colonne fixe pour le raccordement des engins de secours et de lutte contre l'incendie, ainsi que d'une plate-forme de stationnement attenante suffisamment dimensionnée pour ces derniers.</p> <p>Une réserve complémentaire de 120 m³ est créée à moins de 100 m du bâtiment abritant la plateforme de valorisation des déchets du BTP et terres polluées.</p> <p><u>Point de constat n° 12 de la visite d'inspection du 20/12/2023 :</u></p> <p>Pour la défense de l'unité TTR, l'Inspection a constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des stocks de matériaux absorbants ; - d'extincteurs contrôlés par une entreprise extérieure ; - de la détection incendie ; - d'avertisseurs sonore et visuel ; - de 200 L d'émulseur ; - d'une réserve d'eau incendie de 450 m³ ;

- d'une réserve complémentaire de 120 m³ ;

Néanmoins, la date de péremption de l'émulseur n'est pas visible et le bidon - dont la contenance n'est plus visible non plus sur l'étiquette - est soumis aux aléas climatiques tels que le gel.

Le jour de l'inspection, l'extincteur n°5 de l'unité TTR n'était plus en état de fonctionner et aucun extincteur n'était associé à un feu d'origine électrique au niveau de l'armoire du bâtiment.

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a pu constater de la présence d'une réserve de 200 L d'émulseur de classe II, nommé MASTER 3 F 22 et disposé à proximité du bassin d'eau incendie situé en entrée du site. La date de fabrication indiquée sur le contenant est mai 2024, l'exploitant dispose de deux ans pour l'utiliser avant la péremption du produit.

L'exploitant a installé un extincteur à CO₂ sur l'unité TTR. L'Inspection remarque en visite que la plaque d'identification n'est pas complétée par le numéro de l'extincteur.

L'exploitant a procédé à la vérification de l'ensemble de ses extincteurs le 24 novembre 2023 par la société ISOGARD. Le rapport de contrôle a été vu en séance et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.

L'exploitant précise en visite que la fonctionnalité des réserves d'eau incendie a été testée lors d'un exercice réalisé avec les services de secours le 16 septembre 2023. Le compte-rendu du SDIS a été présenté en séance. Il conclut sur une proposition d'une dizaine d'actions prioritaires portant sur différentes thématiques (compteurs de gaz, étude sur des ressources d'émulseurs partagés, déplacement de point de rassemblement, bâche à eau...). L'exploitant précise que l'ensemble des actions prioritaires ont été mises en œuvre hormis les demandes de réaménagement du portail d'entrée, de l'étude de l'achat d'émulseurs supplémentaires (disposition non réglementaire) et de l'ajout éventuelle d'une bâche à eau (disposition non réglementaire).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'engage à mettre en œuvre les dernières actions prioritaires détaillées dans le rapport du SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

<p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan des risques sur lequel les zones à risques et la nature des risques sont renseignées. Néanmoins, l'Inspection suggère une simplification de ce dernier afin de faciliter la lecture du document. En effet, la nomination des zones et des risques associés alourdit le plan. L'utilisation de pictogrammes identifiant les types de risques peut-être une alternative.</p> <p>A noter que ce plan devra être mis à jour avec les risques associés au nouveau bâtiment de stockage des DEEE contenant du lithium.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des accidents majeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 :</u></p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est écrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par L'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan

d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

[...]

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Point de constat n°18 de la visite d'inspection du 20/12/2024 :

Le POI a été remis en mai 2023 néanmoins celui-ci est incomplet.

Un exercice interne est prévu au premier trimestre 2024 puis un second avec le SDIS 65 au cours de la même année.

Le plan d'opération interne doit être complété, notamment par les éléments suivants :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
- les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie ;
- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Constats :

L'exploitant déclare en séance que le bureau d'étude APAVE travaille actuellement sur la mise à jour du POI. Néanmoins, au regard des aménagements des activités du site (bâtiment de stockage des DEEE contenant du lithium, délocalisation du stockage de bois, arrêt de l'unité de neutralisation...), celui-ci propose d'attendre la demande d'autorisation environnement pour finaliser une version consolidée du POI (dossier attendu fin de l'année 2023).

Par courriel du 5 août 2024, l'Inspection accorde un délai supplémentaire pour la mise à jour du document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai d'un an, mettre à jour son POI et s'assurer de la complétude de celui-ci au regard des dispositions réglementaires de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2022, article R.541-43
Thème(s) : Situation administrative, RNTDS
Prescription contrôlée : <u>Article R.541-43 du Code de l'environnement :</u> [...] II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.[...] <u>Point de constat n°8 de la visite d'inspection du 20/12/2023 :</u> L'import des tableurs de l'ISDI, vérifiés lors de l'inspection (code déchet unique : 17 05 04), dans le RNDTS est en cours de réalisation.
Constats : L'Inspection constate en séance qu'aucune donnée du registre de l'exploitant n'a été versée au RNDTS depuis le 24 mars 2024. L'exploitant justifie qu'il se heurte à une difficulté de format de l'heure de réception des déchets, celle-ci n'étant pas acceptée par l'application ministérielle. Ce dernier précise que ce format est livré par son logiciel interne, ce dernier ne donnant pas satisfaction sur son usage. L'exploitant prévoit de changer de logiciel d'ici la fin de l'année 2024. Des réunions internes sont en cours pour l'acquisition du logiciel de remplacement. Dans l'attente, l'exploitant a préparé des tableurs de téléversement au RNTDS des données collectées depuis le mois de mars sans l'information de l'heure. Ces documents pourront être versés à défaut du changement d'un logiciel. Ces tableurs ont été présentés en séance.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, téléverser son registre des déchets au registre national des déchets, terres excavées et des sédiments.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>